

TURQUIE EUROPEENNE OU TURQUIE EMERGENTE ?

Alors que le dossier portant sur l'intégration de la Turquie à l'Europe est au point mort (aucun progrès de puis 2 ans), que les ardents défenseurs de la « Turquie européenne » désespèrent de l'attitude de plus en plus hostile des chefs politiques et de leurs populations en Europe : la Turquie se voit obligée de voler de ses propres ailes et surtout de faire face à une situation géostratégique dont les clefs se trouvent aux USA en particulier et en Occident de manière générale.

UNE ZONE DESTABILISEE PAR LES USA ET SES ALLIES

Si l'on regarde une mappemonde la Turquie a pour frontière en première couronne des pays comme la Géorgie en conflit larvé avec la Russie., l'Arménie et ses prétentions sur le haut Karrabach, l'Iran classé dans l'axe du mal par Bush reste la bête noire de l'Occident, l'Irak est occupé militairement par les puissances occidentales, la Syrie est surveillé de près par le camp américano-israélien. La deuxième couronne n'est guère mieux sur le plan sécuritaire avec le Liban, le Pakistan, l'Afghanistan. Pour faire court, autant dire que ses voisins ont tous à faire face soit à des menaces militaires étrangères, soit directement en guerre et toutes les clefs se trouvent à Washington.

LA TURQUIE ASPIRE A LA STABILITE

Que ce soit en interne ou en externe le peuple turc à choisi la stabilité et le développement et plus précisément la stabilité par le développement.

En interne

Le temps où l'armée était le garant de cette stabilité nationale est terminé. Son intervention dans les affaires civiles a été globalement positive et a évité des bains de sang. Certes ce n'était pas la démocratie à la sauce européenne mais la violence politique atteignait de tels niveaux qu'il était difficile d'envisager d'autres solutions. Cela d'autant plus que l'armée comme beaucoup de pays du Sud (Chine, Algérie, Pakistan....) contrôlait le capitalisme turc par ses entreprises, ses réseaux et son alliance sans faille avec les USA.

Depuis la situation a changé : les déconfitures répétées des USA sur le plan militaire, son déclin économique au profit de nouvelles puissances émergentes (Brésil, Chine, Inde...), de nouvelles classes montantes sont apparues. Le capitalisme kémaliste s'est affaibli et s'est montré incapable d'intégrer ces nouvelles classes directement branchées au capitalisme mondial. Ce sont les mouvements islamistes l'AKP en particulier (AKP : Parti pour la Justice et le Développement) qui vont fédérer les forces de cette nouvelle Turquie et les résultats électoraux sont sans appel, le peuple a tranché en leur faveur à plusieurs reprises non pas sur le caractère religieux mais bel et bien sur le programme politique porté par l'AKP.

Sur tous les fronts la nouvelle Turquie essaie de résoudre les conflits qui déchirent la nation : la question kurde, la question arménienne, la situation de Chypre.

La question kurde :

Globalement l'AKP a le soutien des kurdes. Il faut préciser que la première ville kurde c'est Istanbul. Le gouvernement turc développe un plan à 3 volets :

- un volet économique avec un plan de développement des régions kurdes du sud est. Ces régions sont essentiellement rurales et pauvres avec une organisation locale semi féodale où il y a plus d'assassinats par les rivalités des clans familiaux que par la répression de l'état.

- un volet culturel en reconnaissant et en assurant la promotion des cultures spécifiques kurdes.

- un volet sécuritaire qui est certainement le plus complexe. Les Kurdes sont répartis sur 5 territoires avec en particulier le Kurdistan irakien, territoire semi autonome d'où partent les pseudo résistants vers l'Iran et la Turquie. Les Américains en finançant, armant les kurdes irakiens ont sciemment créé une base arrière pour des actions de déstabilisation vers l'Iran et la Turquie. En réponse la Turquie a su unir les pays victimes de ces agissements en neutralisant au passage les USA et l'Irak. Nous connaissons l'attachement de la gauche française à la cause kurde mais les Kurdes ont toujours été les pantins des occidentaux que ce soit dans la guerre entre l'Iran et l'Irak ou dans la guerre contre Saddam Hussein et actuellement contre l'Iran, ils ont toujours été les mercenaires de l'impérialisme. Pour la Turquie la résolution de la question kurde est essentielle, c'est son talon d'Achille et cela prendra du temps.

La question arménienne.

Cette question revient comme un leitmotiv dans les chancelleries occidentales ; dernièrement la commission des affaires étrangères de la chambre des représentants américaine reconnaissait le génocide arménien (1915) et la responsabilité de la Turquie. Pis encore la législation française reconnaît que la négation du génocide est un délit. C'est une situation honteuse. Il faut absolument resituer historiquement ces massacres et déportations dans leur contexte. Pour rappeler l'hécatombe humaine de cette période, rappelons que la bataille des Dardanelles qui fut un échec des militaires alliés fit près de 500 000 morts sans compter les effets induits (Grecs chassés voire massacrés). Il faut voir dans l'échec du traité de Sèvres (1920), qui démantelait l'empire ottoman (création du Kurdistan, de l'Arménie, attribution des îles de la mer Egée et de la côte ouest de l'actuelle Turquie à la Grèce, répartition des zones d'influence entre Anglais, Français, Grecs) une des causes de l'animosité perpétuelle entre la jeune république turque (octobre 1923) et les alliés occidentaux. Que des généraux kémalistes aient participé au génocide c'est un fait, qu'ils étaient sous la responsabilité d'un Etat ottoman en est un autre que tout le monde oublie. L'actuelle Turquie se dit prête à discuter avec l'Arménie de ce passé sanglant ainsi que d'ouvrir la recherche historique dans ce domaine, car la bataille du nombre de morts est plus idéologique que scientifique. Or l'Arménie ne cesse de freiner cette démarche tout comme elle freine les négociations avec l'Azerbaïdjan sur la question du haut Karabagh annexée par l'Arménie. De fait l'Arménie joue un peu le rôle d'Israël. Situé aux portes de champs pétrolifères et du port pétrolier de Bakou, l'Arménie bénéficie d'un lobby international organisé par la diaspora qui, à l'image des organisations sionistes américaines et des colonies juives en Cisjordanie, financent l'annexion du haut Karabagh. Pourtant le gouvernement turc fait assaut d'amabilités pour résorber ce passif, il mise sur l'apaisement de l'ensemble régional pour assurer le développement économique en sécurisant le passage du pétrole jusqu'au port de Ceyhan sur la méditerranée.

Les occidentaux utilisent la question arménienne tout comme la question kurde et chypriote pour faire pression sur la politique étrangère de la Turquie. Ce n'est par hasard que le chiffon rouge arménien était affiché au moment même où le gouvernement turc condamnait vertement les bombardements sur Gaza.

En externe

Dans sa recherche de la stabilité politique la Turquie est obligée d'étendre ce choix politique à ses voisins. La création d'un bloc régional apaisé est une des conditions essentielles pour assurer son développement économique et culturel. C'est par choix politique que la Turquie s'est imposée le rôle de nation bons offices, permettant des dialogues indirects entre

protagonistes inattendus pour les occidentaux (Syrie-Israël, Géorgie-Abkhazie, Afghanistan-Pakistan, Irak-Iran et c...).

Le grand tournant qui a vu l'émergence de cette politique se situe en 2003 quand l'équipe Bush jette aux orties la politique étrangère de Clinton pour attaquer l'Irak. Bush avec sa démarche unilatérale a cassé la dynamique politique d'Ankara qui ne pouvait pas se voir comme un allié indéfectible de Bush et de Sharon. La politique des néo-conservateurs américains était aux antipodes des buts poursuivis par la Turquie. Quand Bush déclara au monde entier «vous êtes avec nous ou contre nous ! » la Turquie a choisi : le 1^{er} mars 2003 l'assemblée nationale refuse aux troupes américaines le stationnement et le transit de 62 000 soldats ; de plus elle se prononce pour le non-alignement de l'Etat turc sur les thèses politiques et militaires de Washington. La cassure est nette et sans appel. Depuis les frictions ne cessent de faire des étincelles : rappel d'ambassadeurs, refus de participer aux manœuvres de l'OTAN, gel de la coopération militaire franco-turque. Dénonciation de la « terreur d'Etat » de la part d'Israël sur la bande de Gaza, dénonciation d'attentats ciblés et c... Ce faisant la Turquie a contribué plus qu'aucun autre pays à la lutte mondiale contre l'idéologie du bushisme.

Cohérente et courageuse la politique extérieure de la Turquie est maintenant confiante en elle. Les pressions qui s'exercent sur elle ont peu de poids. On peut se demander si les USA et Israël n'ont pas plus besoin de la Turquie que la Turquie n'a besoin de ces fauteurs de guerre. Hier alliés des USA et partenaire privilégié d'Israël sur le plan commercial et militaire. La Turquie est devenu la bête noire de ces deux pays. Tout comme la Chine avec le Tibet, les critiques occidentales à propos des kurdes et de l'Arménie redoublent ces derniers temps. Il faut ajouter à cela les accusations d'antisémitisme portées par les israéliens.

Les alliances sont en train de se retourner ; à cela il y a une bonne raison : la Turquie veut assurer son développement. L'histoire récente lui démontre que se laisser entraîner dans des conflits armés, revient en dernière analyse à se laisser entraîner dans une régression politique, militaire et économique. Les expériences de l'implosion de l'ex-Yougoslavie, l'agression contre l'Irak, la guerre de destruction menée par Israël au Liban et à Gaza, les sanctions contre l'Iran... sont là pour le prouver. En aucun cas la Turquie ne veut participer au « cassage » des Etats voisins ni être la victime des pratiques occidentales. Aussi elle propose à tous ses voisins une vision de l'avenir qui commence à être partagée par tous : la paix par le développement économique de tous.

LA QUESTION CENTRALE EST CELLE DU DEVELOPPEMENT !

Sur cette question l'AKP est en train de réussir son pari en interne comme en externe. La crise financière (dite crise des subprimes) a fait connaître à la Turquie une récession brutale pendant 4 mois (raréfaction des crédits). Malgré ce contretemps la croissance en 2009 aura été de 6 %. Depuis son développement a repris sa vitesse de croisière qui a de quoi faire pâlir ses voisins européens : le ministre des Finances turc, M. Simsek, avoue que l'objectif de l'économie turque est une croissance à 2 chiffres dès 2011.

Le capitalisme kémaliste avait sclérosé le pays. La Turquie se caractérisait par la faiblesse des investissements étrangers ; l'investissement privé national tendait à couvrir l'essentiel des besoins. Cette caractéristique a fait que la Turquie a traversé toutes les crises sans gros dommages (crises de 1980, 1994, 2001, 2008) mais elle restait un pays de seconde zone. Mais la situation est radicalement transformée.

Tout le monde connaît la prépondérance des industries de l'habillement en territoire turc. Ces industries concurrencent directement la production venant de Chine. Cette image d'Epinal est appelée à se modifier très rapidement. Le pays compte encore 35 % d'agriculteurs dans la population active totale. Ce chiffre diminue rapidement grâce notamment à l'installation

d'usines agro-alimentaires modernes qui ont besoin de bras. La Turquie est déjà un des principaux fournisseurs en produits transformés pour ses voisins. Le développement turc est tout azimut et fait de son pays, toute proportion gardée, une petite Chine. Non seulement la Turquie se développe mais elle veut aussi internationaliser sa réussite, en posant ce qu'elle présente comme étant sa pierre angulaire : la stabilité politique par le développement économique. Elle veut vendre ses marchandises, son savoir-faire en assurant un co-développement et l'apaisement des conflits qui minent toute la région.

Plusieurs grands projets ont vocation à partager la réussite de son développement voire à l'amplifier en particulier une voie ferrée de plus de 6500 km reliant la Turquie, l'Iran, le Pakistan qui décuplera les échanges économiques de ces pays. Ce sont aussi les projets d'oléoducs et de gazoducs avec son partage des royalties. C'est la création d'une zone franche industrielle à la frontière turco-iranienne. C'est aussi la création à son initiative d'une zone de libre circulation des hommes entre la Jordanie, la Syrie, le Liban, l'Iran, la Lybie, le Qatar avec en toile de fond la création d'une union douanière en voie de réalisation réunissant des pays comme le Pakistan, la Malaisie, l'Arabie saoudite, les émirats arabes, le Bengla Desh... Sur la base de ce concept sa progression en Afrique est fulgurante. Elle projette d'installer 15 nouvelles ambassades ; a tenu en 2008 à Istanbul un sommet turco-africain qui a été une réussite. Le prochain sommet aura lieu en 2013. Son volume commercial avec l'Afrique en 2000 était de 742 millions de dollars ; en 2005 il passait à 3 milliards et en 2008 6 milliards ; il existe 28 milliards de projets en cours et chose nouvelle la Turquie accueille 2000 étudiants africains dans ses universités (chiffre de 2005). Certains trouveront ces chiffres modestes, nous sommes loin des niveaux atteints par les USA ou la Chine mais le phénomène est bien là, puissant, exponentiel et surtout éloigné des pratiques impérialistes prédatrices. La Turquie mise entièrement son avenir sur le concept le « développement fait la paix ». En cela la Turquie est devenue une pièce centrale contre les fauteurs de guerre et sans contestation possible elle réussit.

Marx again s'était clairement prononcé pour l'intégration de la Turquie à l'Europe pour des questions économiques et géostratégiques. La seule présence de ce pays de jeunes aurait complètement modifié l'Europe politique qui aurait basculée globalement du côté des pays émergents. Depuis les choses ont changé. L'Europe se délite, hormis quelques nations, devient un espace de vieux recroquevillés sur leur magot. L'Europe est sans perspectives. Même une des rares réalisations dont elle était fière : l'euro, sombre lamentablement. L'opposition viscérale d'un Sarkozy n'est que la manifestation des tentatives désespérées de l'occident à contrôler le monde. Le bushisme est passé par là.

Aussi nous ne voyons plus guère d'intérêt à l'intégration turque aux 27 de l'Union européenne. La Turquie n'a plus vocation à rejoindre l'Europe ; pourquoi prendre un taxi si les roues en sont crevées. A terme c'est l'Europe contrite qui demandera à rejoindre l'ensemble moyen oriental ! La Turquie riche de son histoire a son propre destin à prendre en mains. Elle jette avec d'autres les bases d'une nouvelle stratégie du Sud pour continuer la mondialisation, pour assurer la paix, pour assurer et assumer le développement des forces productives. Une telle orientation est aux antipodes du Nord riche qui ne voit plus son avenir qu'en s'accrochant par les dents à son passé de domination, en éructant des menaces contre tous ceux qui ont balayé depuis longtemps cette fable de toute puissance.

Entre la barbarie civilisée du Nord et l'apparition d'un nouveau monde sous l'égide de puissances émergentes nous choisissons sans hésiter le second et cela même si toutes les questions portant sur l'existence et la politique d'un gouvernement mondial reste posées.